

DATE DE CONVOCATION
21/04/2026

DATE D’AFFICHAGE
21/04/2026

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE
29
PRÉSENTS
27
VOTANTS
28

L’an deux mille vingt-six, le lundi 27 avril, à 18 heures 30, le Conseil municipal, légalement convoqué, s’est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Damien de WINTER, Maire.

Etaient présents

M. Damien de WINTER, Mme Sara ROUZIERE, Mme Sophie MOBASHER, M. Bertrand VERSTRAETE, Mme Monique BOBLIN, M. Nicolas RICHTER, Mme Danièle DUCRET, M. Lilian LEBON, Mme Anne-Marie LEBIDOIS, M ; Christophe BISSEY, Mme Patricia FREIDOZ, M. Olivier VELASQUEZ, Mme Magali LE BLAIS, M. Patrick DESVAGES, Mme Marie-France LEBON, M. Ludovic LEDUC, Mme Sophie SAKO ISSOUFOU, M. François PAPOUIN, Mme Solène BOUILLET, M. Mathieu BRUMENT, M. Bastien HERGAS, Mme Marie MARCATTÉ, M. Quentin CALBRIS, Mme Stéphanie SAUVAGE, M. Christophe LELIEVRE, Mme Angélique MAHEUT, M. Julien de CURRAIZE

Absent représenté : M. Bruno LECOEUR donne pouvoir à M. Damien de WINTER

Absente : Mme Bénédicte BLOYET

Secrétaire de séance : Mme Sophie MOBASHER

Délibération n° 26.04.27/02

Objet : Délégation du Conseil Municipal au Maire - actualisation

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu’à la suite de la réception d’un courrier de la Préfecture du Calvados en date du 7 avril dernier, il convient d’annuler et remplacer par la présente, la délibération n°26.03.20-06 portant sur les délégations du Conseil Municipal au Maire.

En effet, la Préfecture a informé la commune que trois délégations n’étaient pas suffisamment détaillées dans leur rédaction, ne précisant pas les limites requises pour le Maire, notamment en terme financier (montant maximum).

Les trois délégations considérées portent sur le fait :

- Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l’urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l’exercice de ces droits à l’occasion de l’aliénation d’un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l’article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;
- Demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le Conseil Municipal, l’attribution de subventions ;
- Admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d’entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d’un montant inférieur au seuil fixé par délibération du Conseil Municipal, qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret. Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le Maire rend compte au Conseil Municipal de l’exercice de cette délégation.

A la lecture des recommandations de la Préfecture du Calvados, et considérant que ces trois thématiques seront désormais étudiées exclusivement par le Conseil Municipal, et sans délégation ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité :

DECIDE le retrait des trois délégations ci-avant énumérées ;

CONFIE au Maire, pour la durée du mandat, les délégations suivantes :

Accusé de réception - Ministère de l’Intérieur

014-211403019-20260427-2026042702-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026

- Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Passer les contrats d'assurance et accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- Créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière ;
- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- Décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- Intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle. Cette délégation est consentie tant en demande qu'en défense et devant toute juridiction ;
- Transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants ;
- Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 5 000 euros par sinistre,
- Donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local,
- Prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune et de conclure la convention prévue à l'article L.523-7 du même code ;
- Autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre dont le montant ne dépasse pas 2 000 euros,
- Procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

PRECISE qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, ces délégations confiées à celui-ci par le Conseil Municipal pourront être exercées par son suppléant.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits
Pour extrait certifié conforme,

La secrétaire de séance,
Sophie MOBASHER

Le Maire,
Damien de WINTER




Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
014-211403019-20260427-2026042702-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/05/2026